

Identités culturelles et espaces ouvriers : l'exemple des jardiniers immigrés de Saint-Étienne (France)

Brigitte Jelen

Volume 6, Number 1, Spring 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/012684ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/012684ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Groupe de Recherche Ethnicité et Société
CEETUM

ISSN

1499-0431 (print)

1499-044X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jelen, B. (2006). Identités culturelles et espaces ouvriers : l'exemple des jardiniers immigrés de Saint-Étienne (France). *Les Cahiers du Gres*, 6(1), 77–92.
<https://doi.org/10.7202/012684ar>

Article abstract

Until very recently, historical studies on immigration in France have focused mainly on the integration of foreigners into a French society perceived as culturally homogenous. The objective of this research is to show, at a local level (the city of Saint-Étienne), how immigrant populations have appropriated traditional working-class spaces to express their migratory experience, their transnational identity as well as their attachment to the host city. This micro-historical study of the immigrant presence in the workers' gardens of Saint-Étienne highlights the diversity of the social and cultural practices of individuals who are most often marginalized and socially invisible. Such a focus on the shared heritage of the "Stéphanois from here and from there" represents one step in the direction of a new history of France that would be both diverse and inclusive.

IDENTITÉS CULTURELLES ET ESPACES OUVRIERS : L'EXEMPLE DES JARDINIERS IMMIGRÉS DE SAINT-ÉTIENNE (FRANCE)

Brigitte Jelen

« *Mon pays c'est ici, Saint-Étienne.
La vie ici est tranquille, j'ai ma
famille, je connais les gens.* »
Monsieur B., immigré
marocain venu à Saint-Étienne
en 1968
(Interview 2005)

RÉSUMÉ / ABSTRACT

Jusqu'à très récemment, les études historiques sur l'immigration en France se sont principalement posées la question de l'intégration des étrangers au sein d'une société française le plus souvent perçue comme culturellement homogène. L'objectif de cette recherche est de montrer à un niveau local (la ville de Saint-Étienne) comment les populations immigrées se sont appropriées des espaces traditionnellement ouvriers pour exprimer leur expérience migratoire, leur identité transnationale ainsi que leur attachement à la ville d'accueil. L'étude micro-historique de la présence immigrée dans les jardins ouvriers de Saint-Étienne met tout particulièrement en valeur la diversité des pratiques sociales et culturelles d'individus le plus souvent marginalisés et socialement invisibles. Ce regard porté sur le patrimoine commun des « Stéphanois d'ici et d'ailleurs » est un pas vers la construction d'une nouvelle histoire de France à la fois décentralisée, plurielle et inclusive.

Until very recently, historical studies on immigration in France have focused mainly on the integration of foreigners into a French society perceived as culturally homogenous. The objective of this research is to show, at a local level (the city of Saint-Étienne), how immigrant populations have appropriated traditional working-class spaces to express their migratory experience, their transnational identity as well as their attachment to the host city. This micro-historical study of the immigrant presence in the workers' gardens of Saint-Étienne highlights the diversity of the social and cultural practices of individuals who are most often marginalized and socially invisible. Such a focus on the shared heritage of the "Stéphanois from here and from there" represents one step in the direction of a new history of France that would be both diverse and inclusive.

Mots-clés : France, immigration, vie quotidienne, culture ouvrière, jardins ouvriers.
Keywords: France, immigration, everyday-life, working-class culture, workers' gardens.

LA RECHERCHE HISTORIQUE SUR L'IMMIGRATION EN FRANCE se trouve aujourd'hui à un moment décisif de son histoire. Alors que les monographies sur l'expérience particulière des différents groupes d'immigrés vivant en France se sont multipliées depuis une quinzaine d'années, souvent sous l'impulsion de descendants d'immigrés à la recherche de leurs racines, cette histoire est en train d'acquiescer une nouvelle visibilité nationale. C'est ainsi que s'ouvrira en 2007 à Paris une nouvelle institution, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, consacrée explicitement à l'histoire de l'immigration en France¹. Le développement actuel de « l'histoire de l'immigration » rappelle l'essor considérable de « l'histoire des femmes » dans le champ académique des années 1970. Comme l'a expliqué Joan Wallach Scott « ... en dévoilant des informations nouvelles sur les femmes, les historiens supposaient qu'ils rétabliraient l'équilibre après de longues années de négligence. » (Scott 1988: 3). Cependant, écrire sur les femmes (ce que l'on a appelé en anglais « her-story ») omettait souvent une réflexion plus poussée sur les catégories analytiques utilisées pour définir les femmes comme membres d'un groupe marginalisé. De même, les historiens de l'immigration ont rarement analysé la nature de « l'histoire » qu'ils écrivaient et sa place dans l'historiographie plus globale des populations vivant en France. La construction d'une « histoire de l'immigration » en parallèle de « l'histoire de France » risque de confirmer, comme ce fut le cas pour l'histoire des femmes, « leur [les immigrés] relation marginale et particulière avec les

sujets déjà établis comme dominants et universels » (Scott 1988: 3).

Afin de dé-marginaliser l'histoire de l'immigration et dépasser les limites de la recherche identitaire, le moment est venu d'étudier les immigrés comme sujets à part entière d'une histoire de France qui serait à la fois plurielle et inclusive. Cette histoire montrerait comment les immigrés et les Français ont tissé *ensemble* la matière historique de la société française, malgré leurs différences. Une telle histoire analyserait les relations de pouvoir à l'intérieur mais aussi entre les communautés immigrées et françaises. On pourrait alors envisager les questions suivantes: Comment des populations voisines résidant dans un espace clairement circonscrit se sont-elles influencées, attirées ou rejetées? Quelles pratiques les ont rapprochées ou séparées? Comment se sont-elles appropriées l'espace de la ville? Et enfin, comment ont-elles contribué, *ensemble*, à l'élaboration d'une nouvelle identité française et post-coloniale? Comme l'ont montré certains spécialistes de l'histoire coloniale, les « passages » de frontières culturelles sont fréquents dans la vie quotidienne, même au sein de sociétés où les populations sont fortement ségréguées (Rivet 2002; Stoler 2002). Loin de constituer une culture métisse, ces sociétés plurielles tendent à développer une culture de cohabitation basée sur des règles précises et un partage explicite mais non hermétique de l'espace commun. C'est cette expérience quotidienne du « vivre côte-à-côte » que je voudrais explorer dans

le contexte spécifique de la ville de Saint-Étienne.

Saint-Étienne et l'histoire de l'immigration

Pourquoi choisir une ville industrielle de taille moyenne telle que Saint-Étienne comme site privilégié pour étudier l'histoire de l'immigration? La recherche sur l'immigration en France s'est souvent focalisée sur les grandes villes (et leurs banlieues) où la plupart des immigrants se sont installés. Ces villes, et surtout Paris, étaient également les centres névralgiques de la vie politique et culturelle française, et attiraient donc les individus les plus lettrés et politiquement actifs des communautés immigrées. Par conséquent, on y trouve aussi de plus nombreuses sources historiques pouvant intéresser les chercheurs. Cependant, l'importance et l'hétérogénéité des communautés étrangères dans les grandes villes rendent difficile la contextualisation d'études très spécialisées au sein d'un cadre urbain plus général. La compréhension historique de la façon dont les différentes populations ont vécu l'expérience urbaine en commun est souvent perdue. L'étude d'un espace plus restreint mais néanmoins culturellement hétérogène tel que Saint-Étienne rend possible l'appréhension du quotidien au niveau plus général d'une ville et de ses quartiers.

Peu de villes françaises symbolisent l'histoire ouvrière du 20^e siècle aussi complètement que Saint-Étienne. Dans

la période d'après-guerre, la ville était connue pour ses mines de charbon, ses usines, son équipe de football, mais aussi son effroyable pollution. Partout en France, on la surnommait « la ville noire ». Cette réputation était principalement entretenue par les visiteurs étrangers, comme Albert Camus qui compara tout simplement Saint-Étienne à l'enfer : « À mon avis, si l'enfer existait, il devrait ressembler à ces rues interminables et grises, où tout le monde était habillé de noir » (Camus 1947 : 3). Depuis le début du processus de désindustrialisation dans les années 1970, avec la fermeture progressive des mines et des usines ainsi que l'inexorable montée du chômage, Saint-Étienne se bat pour survivre économiquement, changer sa réputation et freiner l'exode de sa population². En 2002, la municipalité organisa un grand sondage d'opinion demandant aux habitants de caractériser l'identité de leur ville (Agence Epures 2002). Deux éléments furent soulignés par l'immense majorité des Stéphanois : l'équipe de football locale (L'AS Saint-Étienne ou Les Verts) et le passé industriel de la ville. Étonnamment, non seulement les habitants de Saint-Étienne ne rejetaient pas le passé ouvrier de « la ville noire » mais ils y étaient profondément attachés. Cette relation affective très forte entre une population majoritairement ouvrière et une ville peu attractive pour l'extérieur, avait été ignorée jusqu'alors par les autorités municipales (Schnetzler 1975: 371). Récemment, elles ont commencé à chercher comment incorporer la mémoire ouvrière de Saint-Étienne dans l'élaboration d'une nouvelle identité

moderne et post-industrielle³. Concrètement, cela implique de revoir en profondeur une politique urbaine dont le but principal était jusqu'à présent d'effacer le passé par la démolition et de reconstruire à neuf. Les nouveaux projets d'urbanisme s'efforcent maintenant de mettre l'accent sur la rénovation des quartiers anciens et des vieux sites industriels, dans une optique de réconciliation entre le passé et l'avenir. Considérés autrefois comme de simples « restes urbains », les jardins ouvriers sont ainsi devenus un élément central de la mémoire ouvrière de la ville, et les jardiniers, les gardiens de cette mémoire (Korosek-Serfaty 1991). Alors que Saint-Étienne commémore les mineurs, les ouvriers, et les maçons qui ont façonné son identité, la ville redécouvre également l'histoire des dizaines de milliers d'immigrés d'Italie, de Pologne, d'Algérie, du Maroc ou encore du Portugal, qui constituent aujourd'hui la mosaïque stéphanoise. C'est cet héritage pluriel, à la fois autochtone et étranger, et profondément ancré dans l'histoire industrielle de la France du 20^e siècle, que je voudrais présenter ici à travers une micro-histoire des jardiniers immigrés de Saint-Étienne⁴.

Saint-Étienne, une ville ouvrière

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, Saint-Étienne était une petite ville, spécialisée dans la fabrication d'armes et de rubans de soie. Située dans une région montagneuse, loin de la côte et des principales routes, la ville accueillait peu de migrants venant d'autres

départements français ou encore de l'étranger. Avec l'exploitation des mines de charbon (182 puits au total), l'expansion importante de l'industrie métallurgique ainsi que la construction du premier chemin de fer français entre Saint-Étienne et Lyon, la petite ville d'artisans devint une cité industrielle très dynamique. Pendant la Première Guerre mondiale, Saint-Étienne, comme beaucoup d'autres villes françaises, fut contrainte de recourir à l'embauche de main-d'oeuvre étrangère et coloniale afin de remplacer les ouvriers français partis au front. De 1911 à 1918, la population augmenta de 148 600 à 212 000, un développement dû principalement à l'immigration étrangère (Burdy 1989: 177). Les nationalités principales étaient les Italiens (un tiers), les Polonais (un autre tiers), le tiers restant étant composé de Marocains, d'Espagnols et d'Arméniens. Les Polonais et les Marocains étaient principalement employés dans les mines (ils avaient souvent une expérience minière antérieure), les Italiens dans le bâtiment, les Espagnols dans la métallurgie et les Arméniens dans le textile. Alors que les travailleurs européens venaient souvent avec leurs familles, et dans les cas des Polonais avec leurs représentants culturels et religieux, les travailleurs coloniaux, employés avec des contrats temporaires, venaient majoritairement seuls⁵. En 1936, à l'apogée de la vague d'immigration d'entre-deux-guerres, il y avait près de 15 000 étrangers à Saint-Étienne. Alors que la plupart des hommes Maghrébins vivaient en communauté, un certain nombre choisissait de vivre

et parfois de se marier avec des Européennes. On retrouve quelques traces de ces unions mixtes dans le carré musulman du cimetière, où des femmes portant un nom à consonance française ou italienne sont enterrées auprès de leur mari Algérien ou Marocain.

L'immigration se développa de nouveau après la Seconde Guerre mondiale avec l'arrivée de plusieurs milliers de Portugais et une augmentation très importante de la population algérienne, alors que de nombreux Italiens et Polonais choisissaient la nationalité française. En 1975, la distribution de la population étrangère avait considérablement changé, montrant une domination numérique des Algériens (45 %), sur les Italiens (17 %), les Portugais (11 %) et les Marocains (9 %). Il est difficile de déterminer avec exactitude le début de l'immigration algérienne à Saint-Étienne, les Algériens n'étant comptabilisés comme étrangers qu'à partir du recensement de 1975. Cependant, plusieurs témoignages semblent confirmer qu'un petit nombre d'hommes et de femmes Algériens se seraient installés à Saint-Étienne dès les années 1930 (Bencharif 2002; Burdy 1989; Benbouzid 2004). La ville fut même un site important de la résistance algérienne pendant la guerre d'indépendance. Aujourd'hui, même si les Algériens demeurent le groupe étranger numériquement le plus important, la ville accueille depuis une vingtaine d'années un nombre croissant de Marocains ainsi qu'une nouvelle immigration turque⁶. Comme ailleurs en

France, le nombre d'étrangers à Saint-Étienne est faible comparé au nombre de descendants d'immigrants qui sont citoyens français. Ces minorités culturelles, qui ne sont pas identifiées dans les statistiques officielles, sont néanmoins bien présentes dans l'espace socioculturel et politique de la ville.

La grande majorité des migrants (français ou étrangers) qui s'installèrent à Saint-Étienne ne provenaient pas d'un milieu urbain⁷. Cette origine rurale a profondément marqué la structure de la ville qui est décrite par certains historiens comme un ensemble de petits villages distincts, chacun organisé autour de son église, son marché, ses cafés et magasins (Vallet 1961). Cette organisation particulière semble avoir facilité l'appropriation de l'espace urbain par les nouveaux arrivants. En effet, lors de mes interviews, plusieurs immigrants ont exprimé une relation très forte à leur quartier, plus encore qu'à la ville elle-même. Cet attachement est souvent transmis aux enfants et c'est ainsi que certaines familles vivent depuis trois générations dans quelques rues du même quartier⁸. L'autre caractéristique centrale de l'identité stéphanoise est la précarité économique et sociale. De nombreux témoignages du 19^e siècle décrivent la vie misérable de la population ouvrière, confrontée à l'insalubrité des logements, à des salaires insuffisants, à la maladie (principalement la tuberculose) et à l'alcoolisme. Bien que les conditions de vie et de travail aient considérablement évolué après la Seconde Guerre mondiale, ce passé pénible reste présent

dans beaucoup de mémoires stéphanoises (Schnetzler 1975: 313). Pour la majorité des ménages, le confort moderne n'est une réalité que depuis les années 1980. Par exemple en 1968, près de la moitié des logements de la région n'avaient accès ni à l'eau chaude ni à un WC individuel. Même si les conditions s'étaient nettement améliorées en 1975, on comptait encore un quart de logements sans accès à l'eau chaude. En 1975, 48 % de la population active stéphanoise appartenait à la catégorie des ouvriers; le recensement indique également que près de 68 % de la population de plus de 17 ans n'avait pas dépassé le niveau scolaire de l'école élémentaire (Insee Loire 1968 et 1975).

Ces statistiques mettent en valeur la relative homogénéité sociologique de la population stéphanoise pendant la grande vague d'immigration des années 1950-1970. Comme plusieurs immigrants me l'ont confirmé, même si cette misère généralisée rendait la vie quotidienne matériellement pénible, elle avait l'avantage de rendre l'adaptation à la nouvelle ville plus simple et de diminuer la ségrégation sociale entre les autochtones et les divers groupes d'immigrés⁹. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres villes françaises, les nouveaux résidents de Saint-Étienne ne se sont pas trouvés en complète opposition économique avec la population locale. Les structures sociales municipales, créées à l'origine pour les familles ouvrières autochtones (et notamment les ouvriers des mines), telles que les associations sportives ou les amicales laïques, étaient fréquentées

par toutes les familles du quartier (et surtout les enfants), indépendamment de leur nationalité¹⁰. Néanmoins, cette utilisation commune des espaces associatifs et municipaux ne se traduisait pas nécessairement par une interaction entre les différents groupes. Selon mes interlocuteurs, alors que les relations inter-nationales n'étaient pas rares entre les hommes au travail, dans les syndicats ou encore dans les cafés, les relations personnelles entre les familles étaient presque inexistantes¹¹. La plupart des femmes primo-arrivantes, qu'elles soient Maghrébines mais aussi Portugaises ou Italiennes, ne sortaient de chez elles que par nécessité (travail, courses, enfants) et maintenaient peu de contacts avec le monde extérieur. Il semble y avoir eu également des antagonismes récurrents entre nationalités, par exemple entre Polonais et Maghrébins, Portugais et Maghrébins, Portugais et Italiens, ou encore entre Algériens et Marocains¹². Cependant, la ségrégation principale s'exprimait par rapport à des différences régionales plutôt que nationales. Alors que la majorité des Stéphanois autochtones ne se mélangeaient pas avec les immigrés, la plupart des immigrés n'entretenaient de relations qu'avec les membres de leur famille élargie ou des individus venant de leur village ou région d'origine. Cette cohabitation entre des populations au profil sociologique similaire, marqué par la pauvreté et une origine rurale, est tout particulièrement visible dans l'organisation sociale et l'appropriation spatiale des jardins ouvriers de Saint-Étienne.

Les jardins ouvriers à Saint-Étienne

Les jardins ouvriers, aussi appelés jardins familiaux, furent d'abord introduits à Saint-Étienne avant de s'étendre au reste de la France (Cabedoce et Pierson 1996: 77). C'est en 1894 qu'un jésuite, le père Volpette, eut l'idée de demander aux notables locaux l'utilisation de leurs terres vacantes pour nourrir les pauvres de la ville. Le premier terrain obtenu fut divisé en 98 parcelles subvenant alors aux besoins de plus de 600 personnes. Placés initialement sous l'autorité exclusive de l'Église, ces jardins représentaient plus qu'une simple réponse humanitaire à un besoin économique. En donnant aux pauvres la responsabilité d'un lopin de terre, le clergé souhaitait encourager l'ordre et le travail, tout en renforçant les liens familiaux. L'Église pensait alors qu'en occupant le temps libre des ouvriers, ces jardins les éloigneraient des bars, des prostituées et autres loisirs jugés malsains et contre-productifs. Pour les observateurs républicains de l'époque, ces jardins représentaient un effort explicite pour détourner la classe ouvrière d'aspirations politiques potentiellement subversives¹³. C'est pendant la Seconde Guerre mondiale, avec la Révolution Nationale du régime de Vichy, que cette ambition morale s'est affichée le plus explicitement¹⁴. L'impact économique de la guerre et de l'occupation allemande conduisit le régime à encourager un retour à l'agriculture familiale. Les jardins ouvriers se développèrent alors considérablement, dans et autour des

villes françaises, et furent présentés comme un « instrument de réconciliation sociale » dans une France déchirée par la guerre (Le Nouvelliste 1941: 25)¹⁵. À Saint-Étienne, le nombre de jardins s'élevait à 17 000 en 1946, soit un jardin ouvrier pour dix habitants, sans compter les jardins privés des familles plus aisées (Vant 1977: 28). La plupart des grandes industries, et en particulier la société des mines (les Houillères de la Loire), mirent des parcelles de terrain à la disposition de leurs employés¹⁶. Le jardinage familial devint une activité partagée par la quasi-totalité des Stéphanois pendant la guerre et resta un des éléments marquants de la mémoire ouvrière locale.

Saint-Étienne, qui avait été bombardée par les alliés, dû faire face en 1945 à un immense travail de reconstruction et de rénovation du centre-ville¹⁷. Plus des deux tiers des jardins ouvriers existants furent sacrifiés à l'urbanisme d'après-guerre. Devant l'ampleur de la destruction des espaces verts de la ville, un mouvement de protection se mis en place au niveau municipal où l'on décida même (en 1970) que la contre-image de « la ville noire » serait maintenant « la ville verte ». Une importante campagne médiatique fut instaurée, au cœur de laquelle on trouvait la promotion du tourisme vert dans le Massif Central voisin et l'aménagement d'espaces verts au centre-ville¹⁸. La protection des jardins ouvriers situés à la périphérie immédiate de Saint-Étienne fut présentée comme un élément clé de la nouvelle politique urbaine de « la ville verte ».

Ce regain d'intérêt pour les jardins ouvriers amena la municipalité à définir de nouvelles normes concernant leur taille, leur contenu et surtout leur apparence. Jusqu'alors, les jardiniers avaient bricolé dans leur jardin de petites cabanes ressemblant souvent à des baraques de bidonville. Comme le note le géographe André Vant, le paysage des jardins ouvriers apparut soudain comme une « insulte à l'ordre urbain » (Vant 1977: 40)¹⁹. La municipalité entreprit donc de normaliser un certain nombre de parcelles et d'y installer des cabanons identiques en remplacement des anciennes cabanes individualisées. Ce sont surtout les terrains à proximité des espaces résidentiels qui, pour des raisons esthétiques, ont été rénovés alors que d'autres, situés en zone industrielle, semblent avoir été ignorés par la municipalité. Ce processus de restructuration de l'espace des jardins reste actuellement très inégal et très lent, puisqu'en trente ans seul un tiers des parcelles ont bénéficié de la remodelisation. Cette homogénéisation de l'espace des jardins fait écho à l'homogénéité administrative des jardiniers. En effet, alors que l'identité de chaque locataire est connue par la municipalité (pour le paiement du loyer annuel), toute information concernant la nationalité et la profession est absente de ces fiches individuelles.

En 2002, la municipalité a publié la première grande enquête sur les jardins ouvriers et leurs jardiniers (Ville de Saint-Étienne 2002). C'est dans ce document qu'apparut pour la première

fois une répartition statistique des jardiniers selon leur origine nationale (déclarée au moment du sondage)²⁰. Cette étude dénombre 3 184 jardins organisés en 33 parcelles qui occupent un total de 871 511 mètres carrés. Les terrains appartiennent en majorité à la ville (49 %), à la société des mines (14 %) et à d'autres propriétaires privés. Deux associations gèrent les jardins, encaissent les loyers annuels (entre 30 et 50 euros) et gèrent avec la municipalité le processus de restructuration. Le jardinier type est un homme âgé en moyenne de 59 ans, le plus souvent ouvrier ou employé à la retraite. En règle générale, les jardiniers ont un jardin depuis plus de dix ans et y passent plus de trois heures par jour. L'élément le plus surprenant révélé par cette enquête est le pourcentage très important de jardiniers étrangers (37 %), quatre fois plus que la proportion d'étrangers dans la ville. Ce sont en majorité des Maghrébins (Algériens ou Marocains) puis des Européens du Sud (Portugais ou Italiens).

Jardiniers immigrés, entre « ici » et « là-bas »

Pendant l'été 2004, j'ai visité de nombreux jardins ouvriers à Saint-Étienne et interviewé une dizaine de jardiniers français et immigrés, plus spécifiquement des Algériens et des Portugais²¹. Ma recherche portait d'un intérêt pour la vie sociale et culturelle des travailleurs immigrés, en particulier de ceux qui n'écrivent pas et ne participent à aucune activité politique ou culturelle

visible. Ils constituent la majorité silencieuse presque toujours absente de l'historiographie de l'immigration. Il m'a semblé que le seul moyen de comprendre leur expérience particulière était, comme nous y invite Michel de Certeau, de m'intéresser aux mille détails de leur « vie quotidienne », soit à l'« activité culturelle des non-producteurs de culture » (1990: XLIII). C'est dans les occupations apparemment triviales de la vie de tous les jours, telles que le jardinage, la visite du marché ou du café, que s'exprime l'identité plurielle de ces femmes et de ces hommes, à la fois résidents d'« ici » et originaires de « là-bas ».

Comme l'a révélé l'enquête de 2002, les jardiniers immigrés et autochtones partagent un profil sociologique similaire: ce sont principalement des hommes plus âgés, retraités de la mine ou de l'usine, qui louent un jardin depuis de nombreuses années. Leur attachement à la terre est souvent lié à des souvenirs d'enfance, quand leur propre famille possédait un jardin ou une ferme dans la campagne française, au Portugal ou en Algérie. Ils savent travailler la terre et se sentent bien dans leur jardin, dans lequel ils passent quasiment tout leur temps libre. Un jardinier algérien m'a expliqué que sa femme le rejoint chaque soir entre 18h et 21h. Elle amène à manger, ils dînent ensemble et discutent. Sa femme a planté quelques fleurs près de leur cabane, ça le fait sourire (Monsieur Z., 2004). Dans tous les jardins que j'ai visités, les femmes viennent uniquement pour cueillir les fruits et les légumes, ou bien pour arroser

en l'absence de leur mari. Elles ne sont jamais impliquées dans le travail de la terre ou dans les décisions concernant le choix des plantes à cultiver. Il semble que le jardin ouvrier, contrairement au potager privé qui prolonge la maison, soit considéré comme un espace domestique masculin, extérieur au logement, au même titre que l'atelier de bricolage ou le parking (Weber 1998: 261). Une des fonctions principales du jardin est de permettre à l'ouvrier d'échapper à l'intérieur féminin où il a parfois l'impression « d'étouffer »²². De leur côté, les enfants viennent rarement au jardin et lorsqu'ils viennent c'est toujours en tant que consommateurs et non pour travailler. Comme le note l'épouse d'un jardinier algérien: « *les vieux travaillent et les enfants mangent* » (Madame X., 2004).

Pendant mes visites, j'ai été impressionnée par la passion avec laquelle les jardiniers parlaient de leurs jardins et me décrivaient leurs différentes plantations. À leur plaisir de partager avec moi une partie de leur production s'ajoutait une réelle satisfaction du travail bien fait, efficace et fructueux. Dans le tracé impeccable des sillons entre les différents plants de fruits ou de légumes, on retrouvait la précision du travail de l'ouvrier maçon, métallurgiste ou mineur. Cette fierté allait néanmoins de pair avec une critique virulente de tous les voisins jardiniers qui n'étaient pas aussi dévoués ou méticuleux.

Comme me l'a expliqué un de mes interlocuteurs: « *Avoir un jardin c'est*

une responsabilité, ceux qui ne veulent pas travailler ne peuvent pas avoir un jardin. » (Monsieur C., 2004). Plus qu'un simple lieu de production domestique, le jardin est également un attribut de la personne, une représentation de la personnalité du jardinier dans l'espace public. De même, les jardins étant organisés par lotissements de plusieurs dizaines de terrains individuels, leur bonne ou mauvaise tenue projette l'identité collective correspondante sur le monde extérieur. La culture des jardins ouvriers à Saint-Étienne ne tolère donc pas l'amateurisme ou les individus simplement intéressés par l'esthétique (comme les femmes qui cultivent des fleurs par exemple) et les jardiniers immigrés partagent ces mêmes valeurs. La relative homogénéité sociologique de la population stéphanoise a permis à ces hommes d'intégrer le monde des jardins sans beaucoup de difficultés et sans que l'on ne fasse référence à leur origine étrangère. Les jardiniers de toutes les nationalités semblent respecter les mêmes règles et la même éthique du travail de la terre. Dans ce contexte, un jardinier « amateur » autochtone serait probablement moins bien accepté qu'un ouvrier algérien issu du monde rural. D'après mes interlocuteurs, les conflits ouverts entre jardiniers de nationalité différente sont très rares, et les tensions les plus visibles ces dernières années ont été entre jardiniers algériens et marocains qui reproduisaient à l'échelle de leurs jardins les conflits transfrontaliers opposant leurs deux pays (Monsieur Z., 2004 et directeur de la Fédération des Jardins Volpette,

2004)²³. En règle générale, les jardiniers d'origines différentes n'entretiennent pas plus de relations dans les jardins qu'ils ne le font dans la vie quotidienne au niveau du quartier, ce qui ne les empêche pas de cohabiter paisiblement. Mis à part les cas particuliers des sections de jardins de l'usine Ascométal et de la rue de la Tour qui accueillent respectivement 98 % et 75 % d'Algériens, ou des jardins de la Crêt du Loup et de Vigourette qui n'accueillent aucun jardinier étranger, les parcelles sont dans leur grande majorité très métissées et incluent des jardiniers de différentes nationalités. L'enquête de la municipalité ne permet donc pas de mettre en évidence une ségrégation généralisée en fonction des origines; par contre, la diversité culturelle des jardins semble correspondre à la diversité des quartiers résidentiels dont ils sont proches (Ville de Saint-Étienne 2002: 17-18).

Pour la plupart des familles immigrées, le jardin remplit principalement une fonction alimentaire. C'est souvent la principale source de fruits et de légumes de la famille. De nombreux jardiniers maghrébins profitent de l'hiver, quand la terre se repose, pour retourner au Maroc ou en Algérie pendant deux ou trois mois. Avant de partir, ils nettoient complètement leurs jardins et préparent la terre pour le printemps suivant (Monsieur S., 2004). De leur côté, les jardiniers portugais partent généralement l'été. Dans ce cas, leur terrain est entretenu par un ami ou un membre de la famille, en échange de

ses produits. Le jardin est également le principal lieu où le couple immigré retraité se retrouve pour partager des moments de discussion et de détente, puisque que c'est l'un des rares espaces extérieurs à la maison où les femmes passent du temps. Comme les parcelles regroupent souvent des habitants d'un même quartier ou ayant travaillé dans la même entreprise, de nombreux jardiniers se connaissent en dehors du monde du jardin. Comme le note une femme de jardinier: « *c'est comme une grande famille; ce sont tous des gens du quartier.* » (Madame X, 2004). Le manque de confort généralisé qui a caractérisé Saint-Étienne pendant la période d'après-guerre explique également pourquoi les jardins ont toujours représenté une extension de l'espace domestique. Le jardin ouvrier, sorte de « chez-soi de plein air », est un lieu complexe à la fois privé et public (Weber 1998: 255). Alors qu'il n'y a pas de barrières entre les jardins, il y a souvent un grillage autour des parcelles et un portail qui limite les entrées, les risques de chapardage et de dépôt d'ordures par des non-jardiniers. Venant de l'extérieur, il faut demander la permission pour entrer dans une parcelle et y être invité par un jardinier. Ce sont donc des espaces privés mais collectifs. Comme l'explique l'ethnologue Florence Weber, « le jardin domestique est un espace où l'on est chez soi (dedans par opposition à la rue, à l'espace du dehors) tout en étant en plein air (dehors par opposition à l'intérieur de la maison). De ce fait, l'analyse du jardin éclaire les frontières entre chez soi et hors de chez soi. » (Weber 1998: 264).

C'est également pour cette raison que l'on y trouve beaucoup de femmes immigrées, parfois seules, une situation beaucoup plus rare dans l'espace public stéphanois. Comme me l'a expliqué un jardinier algérien, alors que sa femme vient au jardin, il ne la laisse pas aller seule au marché (Monsieur S., 2004). Dans tous les jardins que j'ai visités, on a aménagé un petit espace près de la cabane, avec des chaises et parfois une table, pour les moments de repos ou les repas. Certaines cabanes sont assez larges pour contenir un petit lit, disponible à la fois pour une sieste mais également pour loger (certes illégalement) un ami de passage. Les matériaux utilisés pour construire la cabane dépendent beaucoup de la profession du jardinier. Ceux qui travaillent dans le bâtiment ont accès à des matériaux professionnels et construisent des sortes de petites maisons, les autres ont des cabanes beaucoup moins élaborées. Dans la section de la rue de la Tour (louée exclusivement à des jardiniers maghrébins), j'ai été surprise de trouver de nombreux chats. Le chat tient une place symbolique particulière dans le monde musulman où il est le seul animal reconnu comme animal de compagnie. Un jardinier algérien m'a longuement raconté comment il s'occupait des nombreux chats vivant dans le lotissement et combien cette présence animale jouait un rôle important dans son attachement au jardin (Monsieur Z., 2004).

Historiquement, les jardins ouvriers étaient utilisés pour cultiver des fruits

et des légumes mais également pour élever de petits animaux de ferme (poulets et lapins) comme supplément alimentaire. Depuis quelques années, suite à la décision municipale de normaliser les jardins et les transformer en espaces de loisir, les autorités publiques ont formellement interdit tout élevage. La possession et l'abattage d'animaux dans les jardins, une activité encouragée pendant des décennies, est actuellement considérée comme malsaine. Certains habitants résidant près de jardins ouvriers se sont plaints à la municipalité de bruits et d'odeurs désagréables. Les jardiniers, de leur côté, rejettent cette intrusion dans leur activité et trouvent ces nouveaux règlements ridicules (famille D. S., 2004). On peut voir ici un exemple des tensions qui opposent actuellement les usagers des jardins, porteurs de traditions rurales et ouvrières, et les administrateurs et riverains bourgeois qui tentent de normaliser les espaces verts de la ville. Cet effort d'aseptisation de l'espace ouvrier rappelle le développement de l'hygiène et de la sexualité bourgeoise au 19^e siècle, si bien décrit par Michel Foucault (Foucault 1978). De la même manière qu'au siècle dernier on a normalisé le rapport au corps et rejeté les pratiques considérées malpropres (ou obscènes) des classes populaires, la municipalité stéphanoise tente actuellement d'imposer un modèle bourgeois de pratique jardinière de loisir à un espace historiquement agricole et ouvrier. C'est pourquoi le sujet le plus contesté, principalement par les non-jardiniers, reste l'utilisation des jardins pour garder et tuer des moutons

pendant la fête musulmane annuelle de l'Aïd el Adha (aussi appelée Aïd el Kébir par les Algériens). Pour de nombreuses familles musulmanes traditionnelles, ce sacrifice rituel célébrant la fin du Ramadan doit être effectué par le chef de la famille. Quelques jours avant, un mouton est acheté dans une ferme locale et ramené en voiture au jardin où on le garde jusqu'à sa mort. Bien que la ville mette l'abattoir local à disposition pendant ce jour particulier, moyennant le paiement d'une taxe, beaucoup de familles préfèrent mener cette opération à bien elles-mêmes dans leur jardin (ou dans d'autres lieux non officiels) (Monsieur H., boucher et notable musulman, 2005). Plus de mille moutons sont tués annuellement de cette manière à Saint-Étienne. La pratique du sacrifice dans les jardins est tolérée même si elle est formellement interdite par la préfecture (Monsieur R., responsable des jardins ouvriers pour la municipalité, 2004). Pour des raisons complexes liées au maintien de la « paix sociale » dans la ville, la municipalité préfère ignorer la situation plutôt que de s'impliquer directement dans la gestion de cette tradition et verbaliser les contrevenants²⁴. J'ai même rencontré des jardiniers non musulmans qui avaient déjà prêté leur jardin à un voisin musulman pour cette occasion.

Michel de Certeau explique que « les manières de pratiquer l'espace échappent à la planification urbanistique » (de Certeau 1980: 205). En effet, alors que les jardiniers immigrés semblent adopter facilement l'espace des jardins stéphanois et leurs valeurs, ils parviennent

néanmoins à détourner les règles imposées par la municipalité de nombreuses façons. Par exemple, alors qu'il leur est interdit de louer plus d'un jardin (afin que les jardins restent un espace de loisir et non un espace commercial), j'ai rencontré plusieurs familles portugaises qui échappent au règlement en louant systématiquement tous les terrains adjacents qui se libèrent. Tant et si bien que dans une parcelle, dix jardins contigus sont loués par les membres d'une même famille (Monsieur D. S., 2004). Dans cette parcelle, leur présence est rendue encore plus visible par l'organisation hebdomadaire de grands barbecues où la famille entière se retrouve (souvent plus de quinze personnes) et partage repas et boissons jusque tard dans la soirée. Cette pratique, apparemment courante dans la communauté portugaise, indigné parfois les autres jardiniers qui voient dans ces activités la création d'un espace communautaire et ségrégué (directeur de la Fédération des Jardins Volpette, 2004). Pour la famille portugaise au contraire, cette appropriation de l'espace des jardins permet une sociabilité familiale qui serait autrement impossible dans l'espace plus restreint de la maison.

L'autre façon dont les jardiniers peuvent occuper l'espace des jardins pour exprimer leurs traditions culturelles propres est le choix des plantes cultivées. Tout comme la composition d'un repas ou la décoration d'un logement, la culture d'un jardin peut être analysée comme une activité créatrice (de Certeau 1990). En dehors de certaines limitations telles que le climat de la région, les

jardiniers sont potentiellement libres de planter ce qui leur plaît. En réalité, leurs choix sont surtout limités par leurs habitudes alimentaires, leur budget et leur expérience du jardinage. Certains légumes et fruits sont des plantes locales de base que l'on trouve dans tous les jardins, comme les pommes de terre, les tomates, les haricots, la salade ou les fraises. Dans certaines parcelles, les jardiniers achètent même leurs graines, leur terre ou leur fertilisant collectivement pour réduire les frais. Ce qui est plus intéressant cependant, c'est la façon dont les jardiniers immigrés utilisent leurs jardins comme des espaces mémoriels. En plantant des fruits ou des légumes « du pays », ils utilisent ces plantes comme autant de rappels de leur terre et de leur culture d'origine. C'est ainsi que l'on trouve, dans de nombreux jardins portugais, une espèce particulière de choux à grandes feuilles plates, ainsi que des tomates et des haricots portugais. De leur côté, on distingue souvent les jardins algériens par leurs plants de maïs, un légume inhabituel dans cette région du centre de la France. En plus des plantes habituelles, on trouve souvent dans les jardins marocains de la menthe et de la coriandre. Finalement, les jardiniers plantent souvent aussi des arbustes qui leur rappellent leur pays et parfois leur famille²⁵. Un jardinier portugais m'a ainsi montré un laurier qu'il avait ramené du Portugal, un autre, une vigne que son cousin lui avait donnée. Un jardinier algérien, qui possède un jardin à la fois à Saint-Étienne et en Kabylie, transporte régulièrement des plantes dans les deux sens: ainsi des haricots

algériens ont été plantés à Saint-Étienne et des cerises stéphanoises ont été ramenées en Algérie²⁶.

Conclusion

Bien plus qu'un espace utilitaire ou de loisir, le jardin se révèle être pour les ouvriers immigrés un lieu d'invention et de création. Alors que ces hommes souvent illettrés ont un accès extrêmement restreint aux ressources culturelles de la ville, ils réussissent cependant à transformer leur jardin en un espace créatif qui leur est propre. En interprétant ces jardins comme des expressions culturelles de la vie quotidienne, j'adhère à une définition de la culture élaborée par Michel de Certeau comme étant « la prolifération d'inventions en des espaces contraints » (de Certeau 1980: 13). Espace où la norme est à la fois représentée et détournée, le jardin ouvrier fonctionne comme un lieu où les immigrés peuvent exprimer à la fois un attachement à leur ville de résidence (Saint-Étienne) tout en maintenant un lien avec leur terre natale. Ces jardins trans-nationaux, à la fois d'« ici » et de « là-bas », représentent à une échelle locale toute la complexité de l'expérience migratoire²⁷. Territoires pluriels, à la fois privés et collectifs, ils constituent également un des rares espaces de la ville où des hommes et des femmes parviennent à se côtoyer et à exercer une activité commune selon des règles qui transcendent leurs origines culturelles. À partir de l'observation de ces sites privilégiés, il devient possible d'écrire une nouvelle histoire urbaine accordant une plus grande visibilité aux

multiples identités municipales et incluant toutes les populations (françaises et étrangères) qui ont contribué au développement de la ville. Ce n'est que dans le respect de la richesse du patrimoine culturel des Stéphanois d'ici et d'ailleurs qu'il sera possible de construire la nouvelle identité post-industrielle et post-coloniale de Saint-Étienne.

Notes

¹ Pour une lecture critique de l'implantation de cette nouvelle institution, voir Jelen (2005).

² La population stéphanoise a décliné de 12 % en vingt ans, de 205 204 en 1982 à 180 438 en 1999 (Insee 1999).

³ Entretiens avec Monsieur D. et Monsieur C., fonctionnaires municipaux chargés de la gestion des espaces verts et de l'urbanisme pour la ville de Saint-Étienne. Interviews juillet 2004 et janvier 2005.

⁴ Ce que j'appelle ici « micro-histoire » constitue l'analyse de la vie quotidienne des « gens ordinaires » dans le but de mieux connaître et comprendre la vie culturelle et sociale à une époque et dans un lieu donné. Ces études sont influencées par le travail de pionniers tels que Carlo Ginzburg (*The Cheese and the worms*) ou encore Michel de Certeau (*L'invention du quotidien*).

⁵ Le recensement de 1946 indique qu'il y avait 43 % de femmes ou de filles parmi les immigrants européens et seulement 0,06 % parmi les non européens (Insee, Population de la Loire 1946).

⁶ En 1999, les communautés étrangères les plus importantes dans le département de la Loire sont les Italiens (11 %), les Portugais (14 %), les Algériens (29 %), les Marocains (14 %) et les Turcs (14 %) (Insee, Population de la Loire 1999). Il n'existe pas de statistiques détaillées par nationalité pour la municipalité de Saint-Étienne.

⁷ Une des caractéristiques de la population étrangère à Saint-Étienne est le nombre très limité d'étudiants, de réfugiés ou de militants politiques.

⁸ Prenons l'exemple de la famille B. : Monsieur et Madame B. sont arrivés d'Algérie dans les années 1950 et se sont installés dans le quartier central de Tarentaise près de la mine Couriot où Monsieur B. travaillait. Parmi leurs neuf enfants,

seuls deux sont partis de Saint-Étienne. Un des fils a acheté une maison dans le quartier Tarentaize (à 100 m de la rue où il est né) et il y a élevé ses deux filles. Une de ses filles fait actuellement des études de médecine à Saint-Étienne et rêve de devenir pédiatre dans le quartier de son enfance.

⁹ Interview de Monsieur B., 2004. Cette situation a changé dans les années 1980 lorsque la municipalité a fait construire plusieurs grands ensembles de logements sociaux à la périphérie de la ville. Ces logements, de par leur situation géographique, ont créé une certaine ségrégation spatiale entre les habitants du centre et de la périphérie, sans pour autant constituer de véritables ghettos, au sens américain du terme.

¹⁰ Pour une histoire de la culture populaire à Saint-Étienne aux 19^e et 20^e siècles, voir Mandon (1976).

¹¹ L'absence d'invitations mutuelles est également due au manque de confort des logements. Traditionnellement les familles ouvrières se rencontrent plutôt dans la cour de l'immeuble, dans la rue ou au café pour les hommes.

¹² Le terme « maghrébin » sert ici de synonyme au terme « arabe » plus fréquemment utilisé par tous mes interlocuteurs (y compris certains maghrébins). En effet, aucun (sauf les maghrébins) ne semblait faire de différence entre Algériens, Marocains ou Tunisiens et se contentait de parler des « arabes ». Bien évidemment, la distinction entre Berbères ou Kabyles et Arabes était encore moins utilisée.

¹³ Selon un rapport de police de 1903 : « Cette Oeuvre, loin d'être philanthropique et démocratique est dirigée contre le prolétariat... C'est une oeuvre d'oppression des consciences. », cité dans Vant (1977 : 16).

¹⁴ La valorisation de la soi-disant « pureté » des valeurs paysannes (par opposition à la dégénérescence du milieu urbain) est un trope fasciste très répandu, que l'on retrouve tout au long du 20^e siècle que ce soit dans les déclarations et écrits de Pétain, Salazar, Mussolini ou Hitler, pour ne citer que les exemples les plus connus.

¹⁵ En 1941, les journaux lyonnais *Le Nouvelliste* et *Le Nouveau Journal* publièrent une grande enquête sur les jardins ouvriers qui incluait des conseils de jardinage mais également de la propagande nationaliste (Anonyme 1941).

¹⁶ L'industrie des mines est un cas particulier puisque tous les mineurs (indépendamment de leur nationalité) avaient droit à un logement subventionné, une couverture médicale, un jardin gratuit et des activités spéciales pour les enfants.

¹⁷ La ville de Saint-Étienne fut bombardée par les alliés le 26 mai 1944 provoquant la mort de plus de 1000 personnes et la destruction de nombreux bâtiments du centre-ville.

¹⁸ La municipalité s'est fortement impliquée dans cette campagne qui a débuté en 1970, allant

jusqu'à contrôler tous les articles de presse publiés sur Saint-Étienne (Vant 1981 : 241-247).

¹⁹ Le géographe André Vant, dont le travail est fortement influencé par le théoricien marxiste Henri Lefebvre, est un des rares chercheurs à s'être intéressé à la ville de Saint-Étienne. Ses écrits restent une source majeure pour écrire l'histoire de cette municipalité et notamment de ses jardins ouvriers, même si personnellement, je me suis plus intéressée aux Stéphanois en tant qu'acteurs qu'aux structures qui les encadrent.

²⁰ En dehors de cette enquête, la nationalité individuelle n'est pas connue ou répertoriée par la municipalité.

²¹ En trois mois de recherche à Saint-Étienne, j'ai interviewé une quarantaine d'immigrés ou de personnes liées au monde de l'immigration; une dizaine de personnes avaient un jardin.

²² Interview d'un jardinier de Nemours cité dans Weber (1998 : 190-191).

²³ Les conflits importants se manifestent généralement par la destruction partielle du jardin de l'autre, par exemple en versant du désherbant sur ses légumes ...

²⁴ Une des plus grandes mosquées de France (et le premier centre culturel marocain) est actuellement en train d'être construite à Saint-Étienne. La municipalité semble préférer déléguer la gestion du culte musulman et des fêtes associées aux responsables des mosquées de la ville plutôt que de s'en mêler directement. Interview de Monsieur K. trésorier de la grande Mosquée de Saint-Étienne, 2005.

²⁵ Pour une réflexion sur la biographie des objets, voir Appadurai (1988).

²⁶ Jardinier algérien cité dans Bencharif (2002 : 838).

²⁷ Pour une étude plus détaillée de la nature transnationale de la vie des immigrés portugais en France et notamment l'impact de leurs voyages annuels dans leurs villages d'origine, voir Charbit, Hily et Poinard (1997).

Bibliographie

- Agence Epures, 2002. *Territoires en quête d'image*. Rapport interne de l'agence.
- Anonyme, 1941. « Enquête Régionale sur les Jardins Ouvriers », *Le Nouvelliste et Le Nouveau Journal*, juillet, 63 p.
- Appadurai, A. (dir.), 1988. *The social life of things : commodities in cultural perspective*. Cambridge, Cambridge University Press, 329 p.

- Benbouzid, A., 2004. *L'immigration algérienne en région stéphanoise : moments et figures*. Paris, L'Harmattan, 193 p.
- Bencharif, L., 2002. *Pour une géohistoire de l'immigration maghrébine à Saint-Étienne : entre espace encadré et espace approprié*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Saint-Étienne, 858 p.
- Burdy, J.-P., 1989. *Le Soleil noir : un quartier de Saint-Étienne 1840-1940*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 270 p.
- Cabedoce B. et P. Pierson (dir.), 1996. *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers, 1896-1996*. Paris, Créaphis, 221 p.
- Camus, A., 1947. « Préface à René Leynaud », *Poésies posthumes*. Paris, Gallimard, 97 p.
- Charbit, Y., M.-A. Hily et M. Poinard, 1997. *Le va-et-vient identitaire : migrants portugais et villages d'origine*. Paris, PUF, 144 p.
- De Certeau, M., 1980. *La culture au pluriel*. Paris, Christian Bourgeois, 228 p.
- De Certeau, M., 1990. *L'invention du quotidien : tome 1, Arts de faire*. Paris, Éditions Gallimard, 349 p.
- Foucault, M., 1978. *The history of sexuality*. New York, Pantheon Books, vol. 1, 176 p.
- Ginsburg, C., 1992. *The Cheese and the Worms: The Cosmos of a Sixteenth-Century Miller*. Baltimore, John Hopkins University Press, 177 p.
- Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), direction régionale Lyon, 1968. *Région Rhône-Alpes. Résultats du recensement démographique de 1968*. Lyon, Insee, 20 p.
- Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), France, 1978. *Recensement de la population de 1975, Rhône-Alpes*. Paris, Insee, 119 p.
- Jelen, B., 2005. « Leur histoire est notre histoire : immigrant culture in France between visibility and invisibility », *French Politics, Culture and Society*, vol. 23, n° 2, summer, p. 101-125.
- Korosek-Serfaty, P., 1991. « La ville et ses restes », in A. Germain (dir.), *L'Aménagement urbain, promesses et défis*. Québec, Institut québécois de recherches sur la culture, p. 233-265.
- Mandon, D., 1976. *Les barbelés de la culture : Saint-Étienne ville ouvrière*. Lyon, Fédérop, 384 p.
- Rivet, D., 2002. *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*. Paris, Hachette Littératures, 460 p.
- Schnetzler, J., 1975. *Les industries et les hommes dans la région de Saint-Étienne*. Saint-Étienne, Le Feuillet Blanc, 485 p.
- Scott, J. W., 1988. *Gender and the Politics of History*. New York, Columbia University Press, 242 p.
- Stoler, A. L., 2002. *Carnal Knowledge and Imperial Power*. Berkeley, University of California Press, 328 p.
- Vallet, A., 1961. *Les noms de rues et toponymes divers de la commune de Saint-Étienne*. Paris, Les Belles Lettres, 159 p.
- Vant, A., 1977. « Contribution à une géohistoire des jardins ouvriers », *Cahiers du C.R.E.G.S.*, n° 4, p. 11-54.
- Vant, A., 1981. *Imagerie et Urbanisation : recherches sur l'exemple stéphanois*. Saint-Étienne, Centre d'Études Foréziennes, 661 p.
- Ville de Saint-Étienne, 2002. *Les Jardins Familiaux : caractéristiques socio-économiques et essai de prospective*, novembre, 42 p.
- Weber, F., 1998. *L'honneur des jardiniers : les potagers dans la France du XX^e siècle*. Paris, Belin, 287 p.